

EUROBAROMETRE 74

AUTOMNE 2010

EUROPE 2020

RAPPORT

Terrain : Novembre 2010

Publication : Février 2011

Eurobaromètre Standard 74

Automne 2010

EUROPE 2020

Etude réalisée par TNS Opinion & Social à la
demande de la Commission européenne –
Direction générale Communication

Coordonnée par la Commission européenne -
Direction générale Communication

TNS Opinion & Social
Avenue Herrmann Debrox, 40
1160 Bruxelles
Belgique

TABLE DES MATIERES

PRESENTATION	4
1. LES OBJECTIFS DE LA STRATEGIE EUROPE 2020	7
2. LES PRIORITES DE L'UNION EUROPEENNE POUR CHACUNE DES INITIATIVES	10
2.1 Les priorités dans le domaine de l'innovation.....	11
2.2 Les priorités dans le domaine de la jeunesse.....	11
2.3 Les priorités concernant Internet	12
2.4 Les priorités dans le domaine de l'énergie.....	13
2.5 Les priorités dans le domaine de l'industrie	13
2.6 Les priorités dans le domaine de l'emploi et de la formation	14
2.7 Les priorités dans le domaine de la lutte contre la pauvreté.....	14
3. LA DIRECTION SUIVIE PAR L'UNION EUROPEENNE POUR LUTTER CONTRE LA CRISE	18
SPECIFICATIONS TECHNIQUES	20

PRESENTATION

En mars 2010, la Commission européenne a lancé la stratégie Europe 2020 destinée à préparer l'économie de l'Union aux enjeux de la décennie 2010-2020 en favorisant une économie européenne **intelligente, durable et inclusive**¹, tout en accélérant la sortie de la crise. Pour atteindre cet objectif, sept initiatives phares ont été définies, qui doivent être mises en place de manière commune aux niveaux européen, national et régional.

Dans cette enquête Eurobaromètre, les Européens sont interrogés sur leur perception de cette stratégie Europe 2020 autour de trois axes : ont-ils d'abord le sentiment que les objectifs chiffrés fixés afin de mesurer de manière tangible la réussite de la stratégie sont réalisables ? Une question similaire avait été posée lors de l'Eurobaromètre du printemps 2010, ce qui permet ainsi de mesurer les évolutions de cette perception au sein de l'opinion européenne.

Ensuite, quelles actions s'inscrivant dans le cadre de chacune des sept initiatives phares de la stratégie Europe 2020 pensent-ils que l'Union européenne devrait prendre en priorité ?

Enfin, en ayant pris connaissance des objectifs chiffrés et des différentes actions à mettre en œuvre dans le cadre de la stratégie Europe 2020, les Européens considèrent-ils que la direction prise par l'Union européenne pour sortir de la crise est la bonne ?

Au final, cette enquête Eurobaromètre apporte des éléments de réponse sur l'adhésion des Européens à la stratégie définie par la Commission européenne pour sortir de la crise.

Le rapport complet de l'Eurobaromètre standard 74 de l'automne 2010 est composé de plusieurs volumes. Le premier volume analyse les résultats des indicateurs historiques de l'Eurobaromètre standard. Trois autres volumes présentent l'état de l'opinion publique européenne sur : la crise financière et économique ; la stratégie Europe 2020 ; l'information sur les questions politiques européennes. Le présent volume est consacré à la stratégie Europe 2020.

L'analyse générale ainsi que les analyses sociodémographiques se basent sur les résultats au niveau de la moyenne des 27 Etats membres. Cette moyenne est pondérée afin de refléter la population réelle de chacun des Etats membres. Les moyennes pour les années précédentes représentent les résultats obtenus dans tous les Etats membres de l'Union telle qu'elle était composée au moment où l'étude a été menée.

*

*

*

¹ Consultez à ce sujet : http://europa.eu/press_room/pdf/complet_fr_barroso_-_europe_2020_-_fr_version.pdf et http://ec.europa.eu/europe2020/index_en.htm

La méthodologie employée est celle des sondages Eurobaromètre de la Direction Générale Communication (Unité « Recherche et Speechwriting »). Une note technique relative aux interviews réalisées par les instituts membres du réseau TNS Opinion & Social est jointe en annexe de ce rapport. Elle mentionne également les modalités d'interview de même que les intervalles de confiance².

Le site Internet de l'Eurobaromètre peut être consulté à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm

Nous aimerions profiter de l'occasion pour remercier tous les personnes interrogées à travers l'Europe qui ont consacré du temps à ce sondage.

Sans leur participation active, cette étude n'aurait pas été possible.

² Les tableaux de résultats sont joints en annexe. Il convient de noter que le total des pourcentages indiqué dans les tableaux de ce rapport peut dépasser 100% dans les cas où le répondant a la possibilité de choisir plusieurs réponses à une question.

Dans ce rapport, les pays sont désignés par leur abréviation officielle. Les abréviations utilisées dans ce rapport et leurs correspondances sont les suivantes :

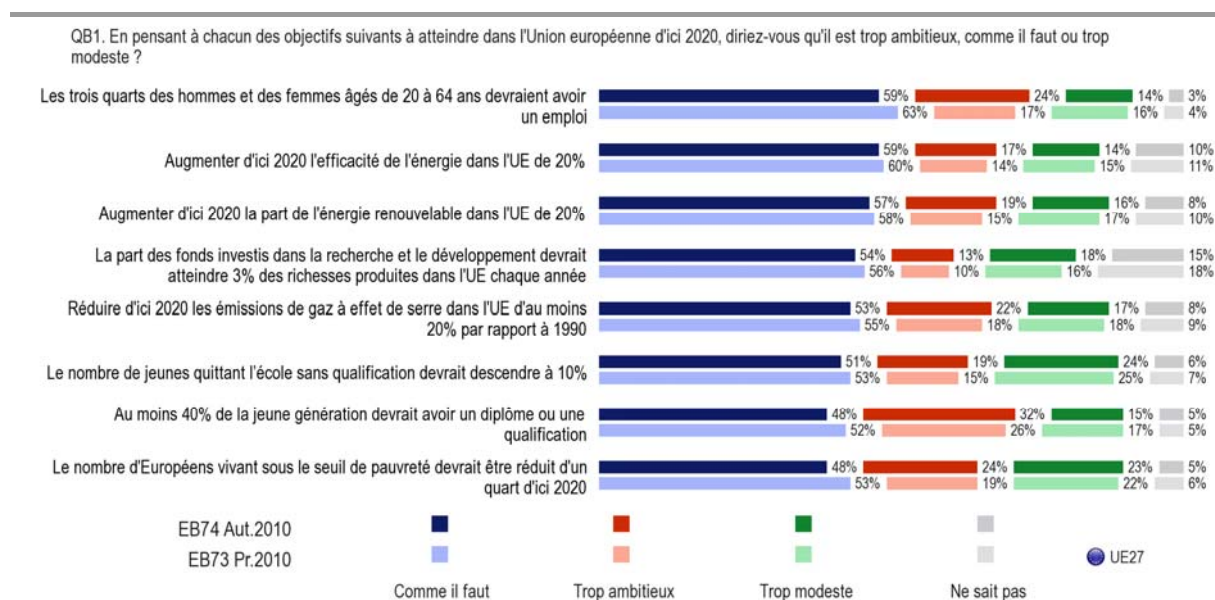
ABREVIATIONS

UE27	Union européenne - 27 Etats membres
NSP	Ne sait pas / Pas de réponse
BE	Belgique
BG	Bulgarie
CZ	République tchèque
DK	Danemark
DE	Allemagne
EE	Estonie
EL	Grèce
ES	Espagne
FR	France
IE	Irlande
IT	Italie
CY	République de Chypre
LT	Lituanie
LV	Lettonie
LU	Luxembourg
HU	Hongrie
MT	Malte
NL	Pays-Bas
AT	Autriche
PL	Pologne
PT	Portugal
RO	Roumanie
SI	Slovénie
SK	Slovaquie
FI	Finlande
SE	Suède
UK	Royaume-Uni

1. LES OBJECTIFS DE LA STRATEGIE EUROPE 2020

Afin d'orienter la stratégie Europe 2020 et de pouvoir mesurer de manière tangible sa réussite, la Commission européenne a défini un certain nombre d'objectifs chiffrés à atteindre pour 2020.

Une majorité absolue ou relative d'Européens s'accordent sur le réalisme de l'ensemble de ces objectifs, en les qualifiant généralement de « comme il faut ». Cette proportion de réponses « comme il faut » s'échelonne de 48% pour les objectifs concernant la réduction d'un quart du nombre d'Européens vivant sous le seuil de pauvreté et le fait qu'au moins 40% d'une génération ait un diplôme ou une qualification, à 59% pour l'objectif de permettre aux trois quarts des hommes et femmes âgés de 20 à 64 ans d'avoir un emploi et celui d'augmenter d'ici 2020 de 20% l'efficacité de l'énergie dans l'UE.



Une majorité d'Européens jugent les objectifs de la stratégie Europe 2020 comme étant bien définis ou « comme il faut ». Cette adhésion est majoritaire pour tous les objectifs mais en légère baisse pour tous les objectifs testés. Cette baisse s'effectue au profit d'une hausse des réponses « trop ambitieux » bien plus qu'au profit d'une hausse des réponses « trop modestes ».

La baisse est plus marquée en ce qui concerne les objectifs sociaux. La proportion d'Européens considérant « comme il faut » l'objectif selon lequel « le nombre d'Européens vivant sous le seuil de pauvreté soit réduit d'un quart d'ici 2020 » est en recul de 5 points, alors que celle jugeant cet objectif « trop ambitieux » augmente dans le même temps de 5 points.

Le réalisme perçu des objectifs concernant le fait que 40% des jeunes aient un diplôme ou une qualification et que trois quarts des Européens de 20 à 64 ans aient un emploi recule de 4 points. La perception d'une trop grande ambition de ces objectifs augmente respectivement de 6 et 7 points.

Le mouvement est similaire mais moins marqué en ce qui concerne les objectifs environnementaux et de développement durable : 59% des Européens jugent « comme il faut » l'objectif d'augmenter d'ici 2020 l'efficacité de l'énergie dans l'UE de 20%, ce qui représente une baisse d'un point par rapport à la vague précédente de l'Eurobaromètre. A 17%, la part de ceux jugeant cet objectif trop ambitieux est en hausse de 3 points.

Le réalisme de l'objectif d'augmenter d'ici 2020 la part de l'énergie renouvelable dans l'UE de 20% est partagé par 57% des Européens, soit une baisse d'un point par rapport au dernier Eurobaromètre du printemps 2010. La proportion de répondants considérant cet objectif comme trop ambitieux augmente de 4 points pour s'établir à 19%. Enfin, l'objectif de réduire de 20% dans l'UE les émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990 suscite 53% de réponses « comme il faut », soit une baisse de 2 points par rapport à il y a six mois, et 22% de réponses « trop ambitieux », soit une hausse de 4 points.

On note quelques spécificités nationales : ainsi, c'est en Italie que la pertinence de tous ces objectifs est la plus largement appréciée par l'opinion : la réponse « comme il faut » dépasse de 10 points ou plus la moyenne européenne pour tous les objectifs testés.

La Grèce se distingue par un doute marqué sur la pertinence des objectifs, avec un pourcentage de répondants les estimant trop ambitieux de 10 points ou plus au dessus de la moyenne européenne, pour la moitié des objectifs testés, et notamment les objectifs économiques et sociaux.

A l'inverse, la Belgique, la France, le Luxembourg (pour quatre objectifs sur huit), et la Suède (pour cinq objectifs sur huit) expriment plus fortement que les autres le sentiment que ces objectifs ne vont pas assez loin, avec une réponse « trop modeste », dépassant d'au moins 10 points la moyenne européenne.

Enfin, l'Allemagne se démarque assez nettement sur un point : 61% des personnes interrogées jugent en effet que l'objectif consistant à ce qu'au moins 40% de la jeune génération ait un diplôme ou une qualification en 2020 est « trop ambitieux », pour 32% de la moyenne européenne.

Les différences sociodémographiques ont une influence limitée sur les résultats : on constate cependant que les personnes ayant suivi des études longues sont un plus nombreuses que les autres à juger les différents objectifs testés « trop modestes ». On observe également qu'en toute logique, les répondants qui jugent que l'Union européenne va dans la bonne direction pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux sont plus nombreux à juger que les différents objectifs sont réalistes que ceux qui estiment qu'elle va dans la mauvaise direction.

2. LES PRIORITES DE L'UNION EUROPEENNE POUR CHACUNE DES INITIATIVES

Dans cette enquête Eurobaromètre, on a demandé aux Européens de définir les priorités de l'Union dans les sept initiatives phares de la stratégie Europe 2020 : l'innovation, la jeunesse, Internet, l'énergie, l'emploi et la formation, l'industrie et la lutte contre la pauvreté. Les Européens ont été interrogés sur les politiques qui devraient être, à leurs yeux, prioritaires dans le cadre de chacune des initiatives³. Il leur a d'abord été demandé de citer la priorité la plus importante à leurs yeux (Premièrement ?), avec une seule réponse possible ; puis les autres (et ensuite ?), avec cette fois la possibilité de donner plusieurs réponses. L'ensemble des réponses aux deux parties de la question fournit un classement global. Dans ce rapport, nous analysons plus particulièrement les résultats combinés (le total des réponses), mais aussi ceux de la première priorité citée (première réponse).

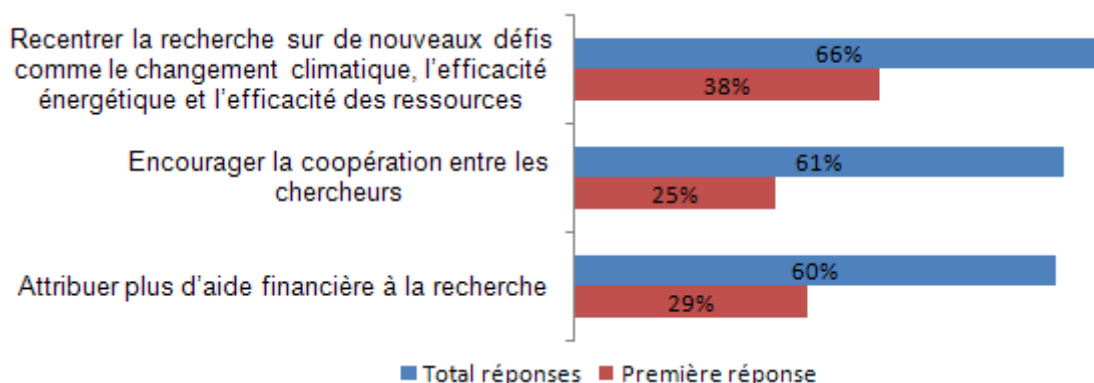
Il ressort principalement de cette analyse que, dans la plupart des cas, les hiérarchies sont serrées, aucun item ne dominant véritablement un autre, et que deux, voire trois des actions testées sont jugées prioritaires par d'importantes proportions d'Européens. **Les priorités proposées pour développer l'innovation européenne, aider à l'insertion des jeunes sur le marché du travail, renforcer l'accès de tous à Internet, améliorer l'efficacité des consommations énergétiques, soutenir l'industrie européenne, renforcer les possibilités d'emploi et de formation des actifs et lutter contre la pauvreté et les exclusions sont accueillies très favorablement par l'opinion européenne.** L'opinion européenne exprime des attentes importantes pour la mise en place des actions concrètes permettant de sortir de la crise. Par ailleurs, le taux relativement faible de réponses 'ne sait pas' sur ces questions⁴ est frappant : les Européens ont une opinion affirmée sur ces différentes initiatives et les politiques à mettre en œuvre prioritairement pour les réaliser, ce qui, d'une certaine manière, démontre également qu'ils les jugent pertinentes. La question portant sur la stratégie numérique et Internet, qui enregistre un taux de réponses 'ne sait pas' important (20%), est ici une exception probablement liée à l'accès des personnes interrogées à Internet.

³ QB2-QB8 D'après vous, quelle devrait être la priorité de l'Union européenne dans le domaine de *l'innovation/ les jeunes / Internet / l'énergie / l'industrie / les emplois et les compétences / la pauvreté* ? Premièrement ? Et ensuite ?

⁴ Apparaît comme 'NSP' dans les tableaux de données.

2.1 Les priorités dans le domaine de l'innovation

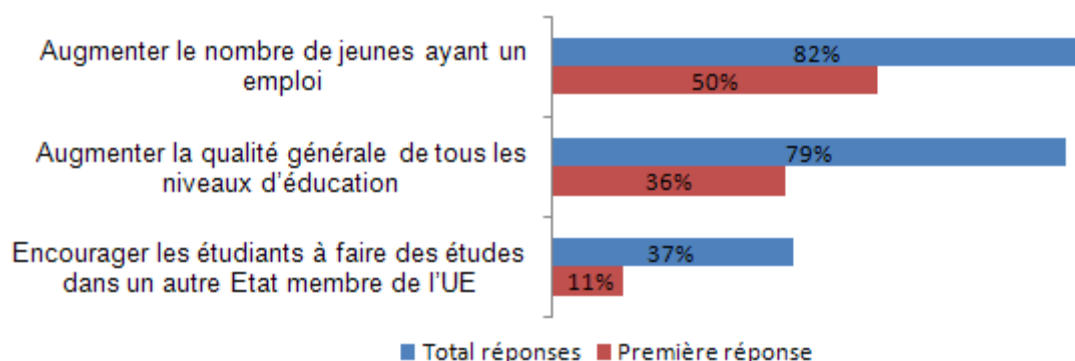
Appelés à définir les priorités de l'Union en matière d'innovation, les Européens plaident davantage pour la mise en place de nouvelles directions que pour une augmentation des moyens. Ainsi, 38% des répondants citent comme *première réponse* le **recentrage de la recherche sur de nouveaux défis comme le changement climatique, l'efficacité énergétique et l'efficacité des ressources**. 29% jugent que la priorité devrait aller à l'augmentation des moyens de la recherche et 25% enfin à une meilleure coopération entre les chercheurs.



En cumulant les premières et les autres réponses, la hiérarchie est légèrement modifiée puisque si le recentrage de la recherche sur de nouveaux défis arrive toujours en tête avec 66% de citations, l'amélioration de la coopération entre chercheurs arrive en second avec 61% de citations, juste devant l'augmentation des moyens (60%). **Au final, le niveau très proche des résultats quant aux priorités en matière d'innovation montre surtout qu'elles apparaissent toutes comme importantes aux yeux des Européens.**

2.2 Les priorités dans le domaine de la jeunesse

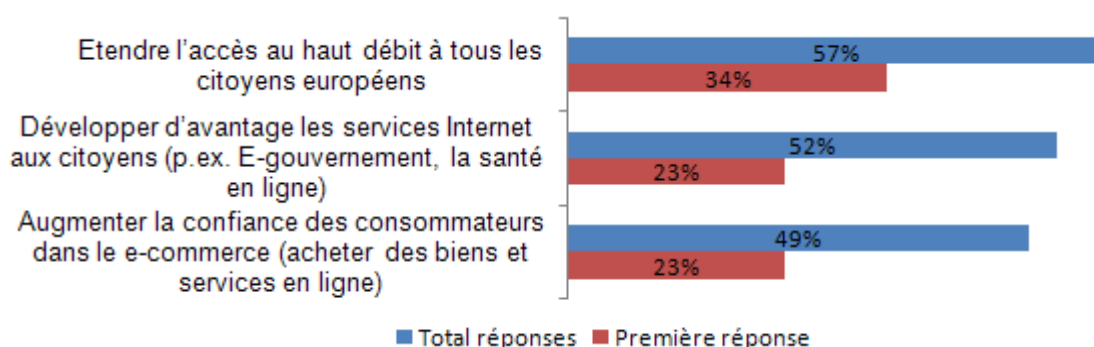
Les priorités assignées par l'opinion européenne en matière de politique de la jeunesse sont claires et bien hiérarchisées : d'abord l'emploi, devant l'éducation et bien avant l'encouragement à la mobilité. Ainsi, interrogés sur ce qui devrait être la priorité de l'UE en ce qui concerne les jeunes, 50% des répondants citent *en premier* « **l'augmentation du nombre de jeunes ayant un emploi** », cette réponse devançant « l'augmentation de la qualité générale de tous les niveaux d'éducation », avec 36% de citations, et « l'encouragement des étudiants à faire des études dans un autre Etat membre de l'UE », avec 11% de citations. La hiérarchie de ces priorités, comme les niveaux de citations, sont identiques au sein des 15-24 ans à ce qu'ils sont au sein de l'ensemble de la population européenne. On note simplement que les plus jeunes sont un peu plus nombreux à citer le fait d'encourager les étudiants à faire des études dans un autre Etat membre de l'UE (40% des 15-24 ans, pour 34% des 55 ans et plus).



Le cumul des premières et des autres réponses donne une hiérarchie similaire, avec 82% de citations pour l'emploi, 79% pour l'éducation et, bien après, 37% pour l'encouragement à la mobilité étudiante.

2.3 Les priorités concernant Internet

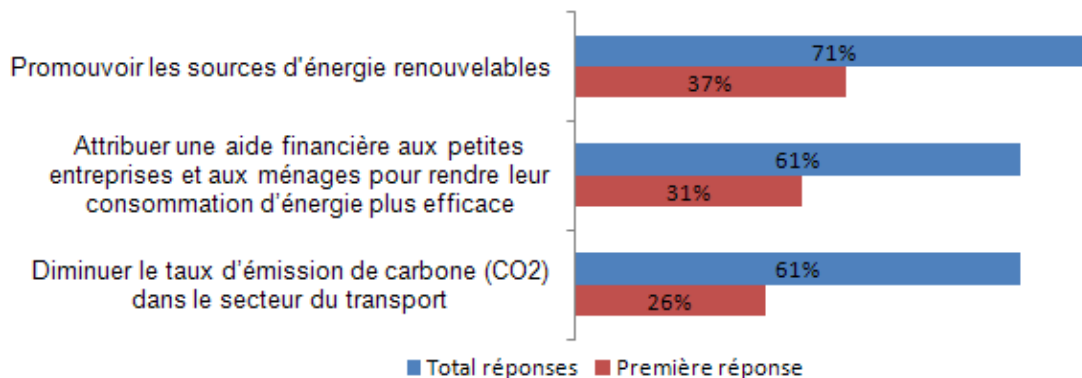
Si les Européens considèrent **l'extension du haut débit** comme la *première priorité* en ce qui concerne Internet, les deux autres priorités recueillent également des taux significatifs de citations et apparaissent donc également comme importantes aux yeux des Européens. En premier lieu, 34% des répondants citent l'extension du haut débit à tous les citoyens européens comme priorité de l'UE en matière d'Internet, 23% citant le développement des services Internet aux citoyens et 23% également, le renforcement de la confiance des e-consommateurs dans le e-commerce.



Le cumul des premières et des autres réponses donne une hiérarchie plus serrée, avec 57% de citations pour l'extension du haut débit, 52% pour le développement des services internet aux citoyens et 49% pour le renforcement de la confiance dans le secteur du e-commerce. Sur cette dimension, il faut tenir compte du fait que 20% des Européens ne se prononcent pas, ce qui engendre des niveaux de citations moins élevés que pour les autres initiatives.

2.4 Les priorités dans le domaine de l'énergie

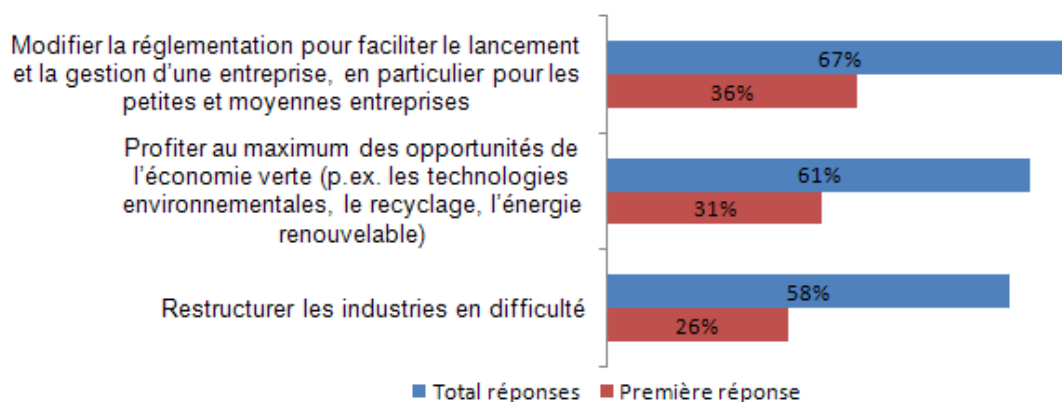
Près de quatre Européens sur dix (37%) considèrent que la *première priorité* de l'Union quant à sa politique énergétique devrait être **la promotion des énergies renouvelables**. Un peu moins d'un tiers (31%) lui assigne plutôt d'attribuer une aide financière aux petites entreprises et aux ménages pour rendre leur consommation d'énergie plus efficace et 26%, enfin, la diminution des émissions de carbone dans le secteur des transports.



Le cumul des premières et des autres réponses donne encore la priorité à la promotion des énergies renouvelables (71% de citations) mais avec un niveau élevé de citation pour les deux autres initiatives (61% pour les deux). Promotion des énergies renouvelables, soutien financier pour rendre plus vertueux les ménages et les petites entreprises, réduction des émissions de carbone dans le secteur des transports : les actions à mener **en matière d'énergie sont toutes jugées comme également prioritaires par l'opinion européenne**.

2.5 Les priorités dans le domaine de l'industrie

Dans la définition des priorités de la politique industrielle de l'Union, **la modification de la réglementation pour faciliter la création et la gestion des entreprises, en particulier les petites et moyennes entreprises** arrive en tête des *premières réponses* avec 36% de citations, devant la nécessité de profiter au maximum des opportunités de l'économie verte (31%) et la restructuration des industries en difficulté (26%).



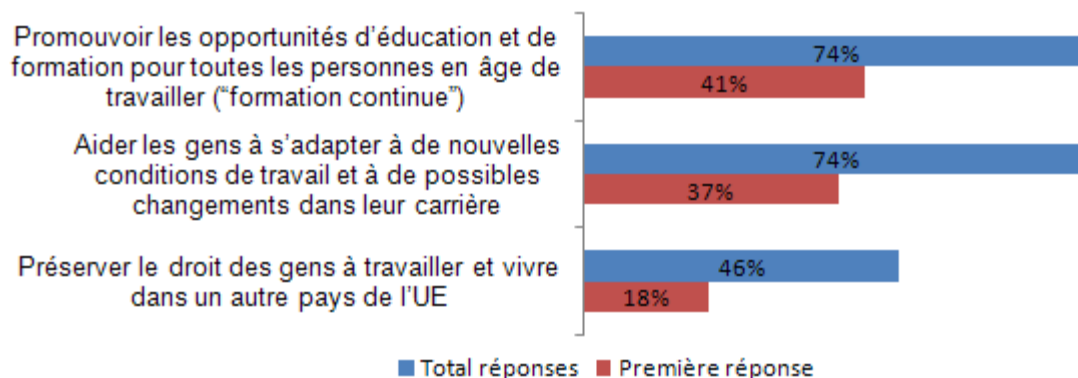
L'agrégation des premières et des autres réponses donne là encore un classement resserré où ces trois initiatives s'avèrent prioritaires pour une majorité absolue

d'Européens : 67% de citations pour la modification de la réglementation pour faciliter la création et la gestion d'une entreprise, 61% pour le fait de tirer profit au maximum de la croissance verte et 58% pour la restructuration des secteurs industriels en difficulté.

2.6 Les priorités dans le domaine de l'emploi et de la formation

Renforcer la formation tout au long de la vie et aider à la mobilité professionnelle des individus durant leur carrière s'imposent pour les Européens comme des priorités en matière de politique de l'emploi, sensiblement plus que la préservation du droit des Européens à travailler partout dans l'Union.

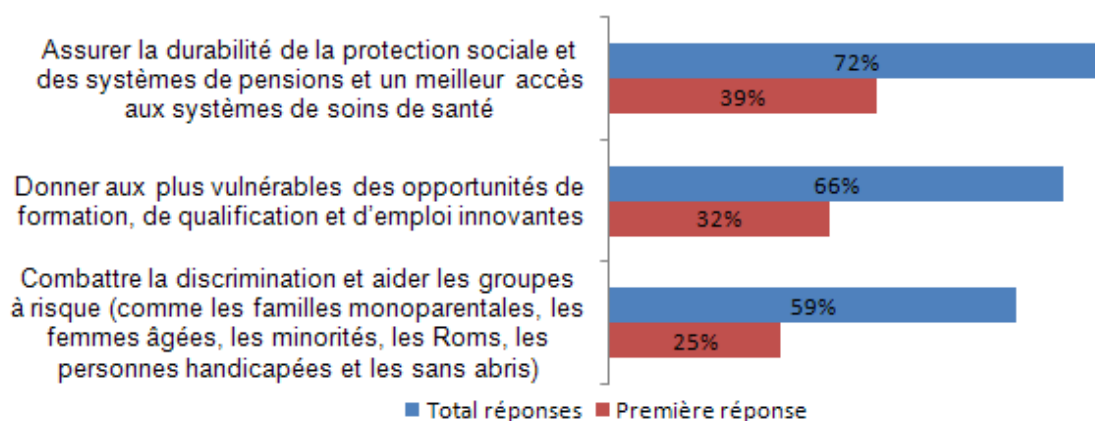
Ainsi, comme *première priorité* en matière d'emploi, 41% des Européens citent « **la promotion des opportunités d'éducation et de formation pour toutes les personnes en âge de travailler** » et 37% « l'aide pour les individus à s'adapter à de nouvelles conditions de travail et à de possibles changements dans leurs carrières ». « Préserver le droit des gens à travailler et à vivre dans un autre pays de l'UE » recueille 18% de réponses.



Le cumul des premières et des autres réponses confirme totalement cet ordre de priorité de l'opinion européenne, avec deux initiatives considérées comme prioritaires (74% pour le renforcement de la formation et l'aide à la mobilité professionnelle) et l'une jugée comme plus secondaire (46% de citations pour la préservation du droit à travailler dans un autre pays de l'UE), sans doute parce que ce droit est considéré comme acquis par une large majorité de l'opinion européenne.

2.7 Les priorités dans le domaine de la lutte contre la pauvreté

En ce qui concerne les politiques de lutte contre la pauvreté et les exclusions, 39% des Européens citent *en premier lieu* **la garantie de la durabilité des systèmes de protection sociale et un meilleur accès aux systèmes de soins de santé** comme priorité de l'Union. 32% se positionnent d'abord sur la nécessité de donner aux plus vulnérables des opportunités innovantes d'emploi et de formation, alors que 25% privilégient le combat contre les discriminations et l'aide aux groupes sociaux à risque.



Le cumul des premières et des autres réponses donne un classement similaire mais avec des niveaux élevés de citations pour les trois initiatives, signe à l'évidence de l'importance de la lutte contre les exclusions pour l'opinion européenne : 72% pour la garantie de la protection sociale et un meilleur accès aux soins ; 66% pour la nécessité de mieux former et qualifier les plus vulnérables et 59%, enfin, pour la lutte contre toutes les discriminations.

L'analyse des résultats par pays met en évidence certaines spécificités nationales, pour chacune des initiatives :

L'innovation

La volonté de recentrer la recherche sur le changement climatique ou l'efficacité énergétique est particulièrement prononcée à Chypre, mais également en Finlande, en Suède, et en Allemagne. Cette problématique environnementale est, d'une manière générale, particulièrement aiguë dans les pays du nord de l'Union européenne.

En Espagne, en Estonie et en Roumanie, les répondants souhaitent avant toute chose que l'on donne davantage d'aide financière à la recherche.

Les personnes interrogées aux Pays-Bas se distinguent en étant les plus nombreuses à citer la coopération entre chercheurs.

Les jeunes

On note un soutien particulier pour l'augmentation du nombre de jeunes ayant un emploi en Finlande.

Aux Pays-Bas et en Lettonie, plus de la moitié des personnes interrogées citent *en première réponse* l'augmentation de la qualité générale de tous les niveaux d'éducation. A cet égard, on peut signaler que, d'une manière générale, les Pays-Bas se démarquent en mentionnant davantage que la moyenne européenne les priorités concernant l'éducation.

Internet

Les fortes proportions de personnes interrogées en Hongrie et en Pologne qui prônent en premier lieu l'accès à tous au haut débit est peut être le signe d'un retard de ces pays à cet égard. Cette dimension est également fortement citée au Danemark (pays cependant très équipé) et en Slovénie.

De nombreux Etats membres souhaitent que l'on développe davantage les services Internet aux citoyens, mais cette dimension se démarque des autres en Estonie et en Roumanie.

Les personnes interrogées à Chypre souhaitent avant tout que l'on augmente la confiance des e-consommateurs, assez loin devant les autres priorités.

L'énergie

Sans surprise, les pays nordiques, les Pays-Bas et l'Allemagne, se distinguent en étant les plus nombreux à citer la promotion des énergies renouvelables comme *première priorité*.

D'autres pays, en proie à des difficultés économiques importantes, privilégient le soutien aux PME et aux foyers pour les aider à être plus efficaces dans leur consommation d'énergie. C'est notamment le cas de l'Irlande, où 50% citent cette dimension comme *première priorité*.

Dans quatre Etats membres, la diminution du taux d'émission de CO2 dans le secteur des transports est la *première réponse* citée : la Slovénie, Chypre, la Bulgarie et la Roumanie. En cumul des réponses, cette priorité n'arrive cependant jamais en tête.

L'industrie

Les pays durement frappés par le chômage⁵ sont les plus nombreux à accorder la priorité à la facilitation des procédures de création d'entreprise. C'est notamment le cas en Lettonie, en Estonie, en Irlande et en Espagne.

Les personnes interrogées à Malte, et surtout au Portugal, souhaitent avant tout que l'Union restructure les industries en difficulté.

Les pays nordiques confirment leur sensibilité pour les sujets environnementaux en souhaitant que l'Union profite au maximum des opportunités de l'économie verte. C'est également le cas de l'Allemagne, des Pays-Bas, de l'Autriche, de la Slovaquie et de la Slovénie.

Les emplois et les compétences

Les pays nordiques, les Pays-Bas et le Royaume-Uni ont une préférence marquée pour les formations continues.

A Chypre, en Grèce, et en Hongrie, le premier choix des personnes interrogées va à l'aide à l'adaptation à de nouvelles conditions de travail et à de possibles changements dans la carrière.

Pour tous les Etats membres, le fait de préserver le droit des gens à travailler et vivre dans un autre pays de l'UE est une priorité secondaire.

⁵ http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/3-07012011-AP/FR/3-07012011-AP-FR.PDF

La pauvreté

En Lettonie, en Bulgarie et en République tchèque, une personne interrogée sur deux au moins cite en *première réponse* la pérennité du système de protection sociale et des pensions, et un meilleur accès aux soins de santé.

Donner aux plus vulnérables des opportunités de formation, de qualification et d'emploi innovantes est la principale priorité (en *première réponse* et en cumul de citations) dans les pays suivants : Irlande, France, Luxembourg, Pays-Bas, Espagne et Malte.

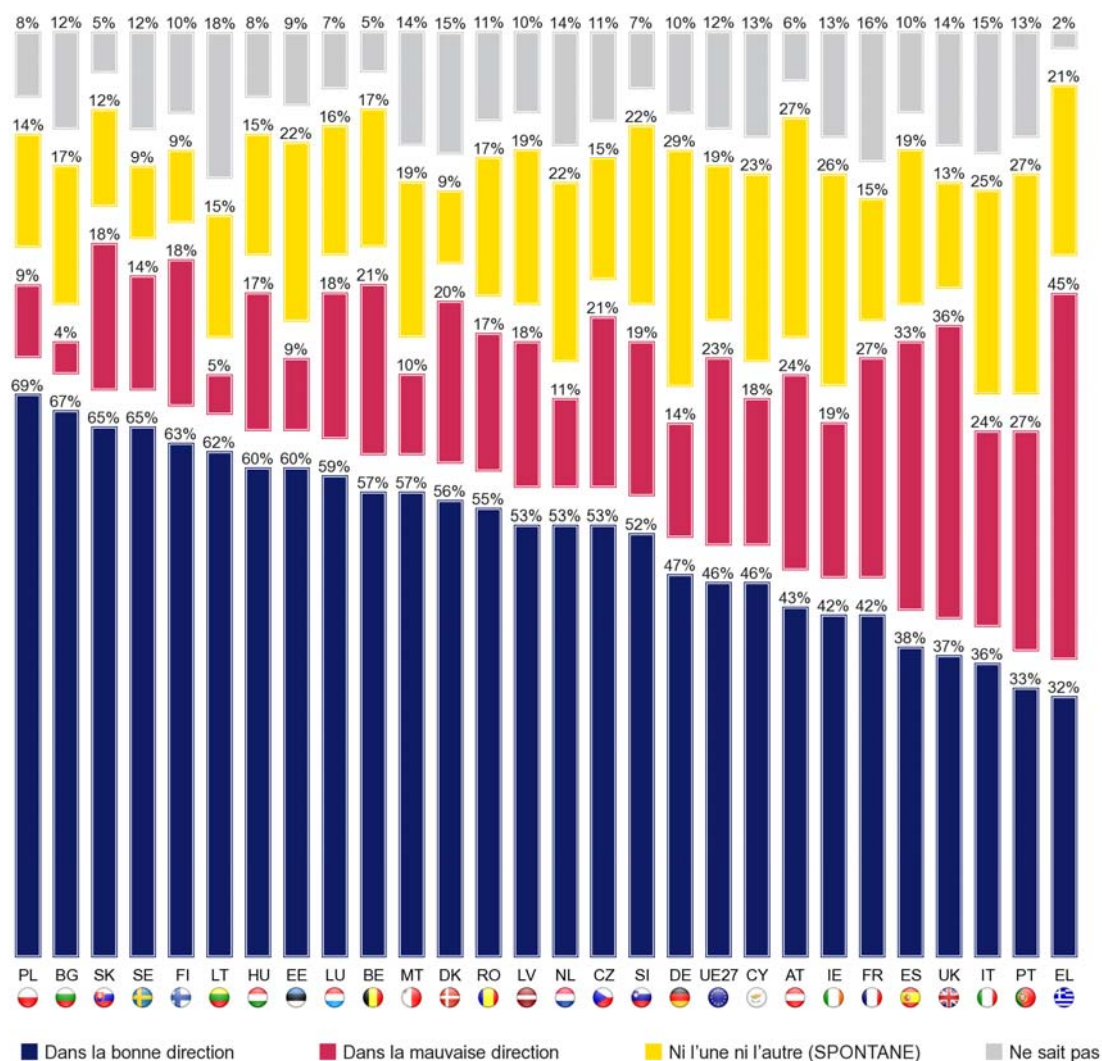
Combattre la discrimination et aider les groupes à risque est la *première réponse* citée en Autriche : cette dimension est la principale priorité en réponse cumulée en Finlande et au Danemark.

Sur l'ensemble de ces questions, si les variations sont parfois assez marquées entre Etats membres, **on note en revanche assez peu de différences selon le profil sociodémographique des Européens.**

3. LA DIRECTION SUIVIE PAR L'UNION EUROPEENNE POUR LUTTER CONTRE LA CRISE

Une fois ces priorités évoquées dans le cadre de l'enquête, 46% des Européens considèrent que l'Union européenne « va dans la bonne direction pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux », 23% estimant à l'inverse qu'elle va dans la mauvaise direction.⁶ Un sur cinq (19%) juge que l'Union Européenne ne va « ni dans la bonne, ni dans la mauvaise direction » et 12% n'expriment pas d'opinion. Si l'on cumule ces deux derniers chiffres, ce sont donc au total 31% des Européens qui ne prennent pas position sur cette question. Cette absence de positionnement est la plus forte en Italie et au Portugal (40% dans les deux pays).

QB9. Après avoir entendu parler des priorités de l'UE, pensez-vous que l'Union européenne va dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux ?



⁶ QB9 Après avoir entendu parler des priorités de l'UE, pensez-vous que l'Union européenne va dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux ?

Les jugements négatifs ne dominent que dans un pays de l'Union, la Grèce (45% contre 32%). Les opinions sont partagées au Royaume-Uni (37% de jugements positifs contre 36%). C'est en Pologne (69%), en Bulgarie (67%), en Slovaquie (65%), en Suède (65%) et en Finlande (63%) que les jugements sur les politiques de sortie de crise de l'Union sont les plus positifs. De manière générale, la direction suivie est approuvée par plus de 50% des répondants dans 17 des 27 pays de l'Union.

Enfin, et comme pour toutes les questions de jugement ou de confiance concernant l'Union et ses politiques, les clivages sociaux jouent un rôle important dans la structuration des opinions sur la direction suivie par l'Union pour sortir de la crise. On est ainsi d'autant plus enclin à juger que l'Union va dans la bonne direction qu'on est jeune, aisé, diplômé et qu'on occupe une bonne position dans la stratification sociale.

QB9 Après avoir entendu parler des priorités de l'UE, pensez-vous que l'Union européenne va dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux ?

	Dans la bonne direction	Dans la mauvaise direction	Ni l'une ni l'autre (SPONTANE)	Ne sait pas
UE27	46%	23%	19%	12%



Age

15-24	53%	20%	17%	10%
25-39	49%	23%	19%	9%
40-54	46%	23%	20%	11%
55 +	42%	23%	21%	14%



Age de fin d'études

15-	34%	29%	21%	16%
16-19	47%	23%	20%	10%
20+	54%	18%	17%	11%
Toujours étudiant	57%	17%	16%	10%



Echelle d'occupation du répondant

Indépendants	50%	22%	19%	9%
Cadres	53%	19%	17%	11%
Autres employés	50%	21%	19%	10%
Ouvriers	46%	24%	19%	11%
Hommes/ femmes au foyer	36%	26%	21%	17%
Chômeurs	40%	30%	20%	10%
Retraités	44%	22%	20%	14%
Etudiants	57%	17%	16%	10%

Difficultés à payer ses factures

La plupart du temps	33%	33%	20%	14%
De temps en temps	43%	25%	21%	11%
Pratiquement jamais	51%	20%	18%	11%

Autopositionnement sur l'échelle sociale

Bas (1-4)	41%	27%	20%	12%
Moyen (5-6)	46%	22%	20%	12%
Haut (7-10)	56%	19%	17%	8%

SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 11 novembre et le 1^{er} décembre 2010, TNS Opinion & Social, un consortium créé entre TNS plc et TNS opinion, a réalisé la vague 74.2 de l'EUROBAROMETRE à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE, Direction générale Communication, unité « Recherche et Speechwriting ».

L'EUROBAROMETRE 74.2 est un « EUROBAROMETRE STANDARD » et couvre la population de 15 ans et plus ayant la nationalité d'un des Etats membres de l'Union européenne et résidant dans un des Etats membres de l'Union européenne. L'EUROBAROMETRE STANDARD 74 a été conduit également dans les quatre pays candidats (la Croatie, la Turquie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine et l'Islande) et en Communauté chypriote turque. Dans ces pays, l'étude a couvert la population nationale et les citoyens de tous les Etats membres résidant dans ces pays et ayant une maîtrise de la langue nationale suffisante pour répondre au questionnaire. Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (*Computer Assisted Personal Interview*) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

ABR.	PAYS	INSTITUTS	N° ENQUETES	DATES D'INTERVIEWS		POPULATION 15+
BE	Belgique	TNS Dimarso	1.003	11/11/2010	01/12/2010	8.866.411
BG	Bulgarie	TNS BBSS	1.000	12/11/2010	22/11/2010	6.584.957
CZ	Rép. tchèque	TNS Aisa	1.024	12/11/2010	25/11/2010	8.987.535
DK	Danemark	TNS Gallup DK	1.049	11/11/2010	27/11/2010	4.533.420
DE	Allemagne	TNS Infratest	1.609	12/11/2010	28/11/2010	64.545.601
EE	Estonie	Emor	1.000	12/11/2010	29/11/2010	916.000
IE	Irlande	MRBI	1.007	11/11/2010	25/11/2010	3.375.399
EL	Grèce	TNS ICAP	1.000	11/11/2010	25/11/2010	8.693.566
ES	Espagne	TNS Demoscopia	1.001	15/11/2010	28/11/2010	39.035.867
FR	France	TNS Sofres	1.036	12/11/2010	29/11/2010	47.620.942
IT	Italie	TNS Infratest	1.019	12/11/2010	24/11/2010	51.252.247
CY	Rép. de Chypre	Synovate	504	11/11/2010	28/11/2010	651.400
LV	Lettonie	TNS Latvia	1.003	12/11/2010	28/11/2010	1.448.719
LT	Lituanie	TNS Gallup Lithuania	1.005	12/11/2010	28/11/2010	2.849.359
LU	Luxembourg	TNS ILReS	513	11/11/2010	27/11/2010	404.907
HU	Hongrie	TNS Hungary	1.031	12/11/2010	28/11/2010	8.320.614
MT	Malte	MISCO	500	12/11/2010	27/11/2010	335.476
NL	Pays-Bas	TNS NIPO	1.040	12/11/2010	27/11/2010	13.288.200
AT	Autriche	Österreichisches Gallup-Institut	1.000	11/11/2010	28/11/2010	6.973.277
PL	Pologne	TNS OBOP	1.000	12/11/2010	28/11/2010	32.306.436
PT	Portugal	TNS EUROTESTE	1.018	19/11/2010	29/11/2010	8.080.915
RO	Roumanie	TNS CSOP	1.001	12/11/2010	25/11/2010	18.246.731
SI	Slovénie	RM PLUS	1.004	11/11/2010	28/11/2010	1.748.308
SK	Slovaquie	TNS AISA SK	1.031	12/11/2010	28/11/2010	4.549.954
FI	Finlande	TNS Gallup Oy	1.005	11/11/2010	29/11/2010	4.412.321
SE	Suède	TNS GALLUP	1.020	12/11/2010	30/11/2010	7.723.931
UK	Royaume-Uni	TNS UK	1.300	12/11/2010	30/11/2010	51.081.866
TOTAL UE27			26.723	11/11/2010	01/12/2010	406.834.359
IS	Islande	Capacent	501	12/11/2010	29/11/2010	252.277
CY(tcc)	Communauté chypriote turque	Kadem	500	12/11/2010	28/11/2010	143.226
HR	Croatie	Puls	1.000	12/11/2010	28/11/2010	3.749.400
TR	Turquie	TNS PIAR	1.000	11/11/2010	29/11/2010	52.728.513
MK	Ancienne Rép. De Macédoine	TNS Brima	1.056	13/11/2010	21/11/2010	1.678.404
TOTAL			30.780	11/11/2010	01/12/2010	465.386.179

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays, le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (c'est-à-dire les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les Instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Pourcentages observés	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
Limites de confiance	± 1.9 points	± 2.5 points	± 2.7 points	± 3.0 points	± 3.1 points